

## LA LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE DE LA JEUNESSE POPULAIRE EST UN COMBAT SYNDICAL !

Pendant toute la durée du confinement, le décrochage scolaire a obstinément été estimé par M. Blanquer « entre 4 et 8% », puis comme quasi nul en juin. Tous les observateurs lucides savent que ces chiffres sont largement sous évalués. Dans les Lycées Professionnels, le décrochage a été supérieur à 50% (lire « Vérité alternative » p. 3).

Ce déni irresponsable a eu de graves conséquences dans la gestion de la situation.

Il a interdit toute réflexion sérieuse sur les raisons de cette rupture massive du lien scolaire de la jeunesse populaire (lire « définitions » p. 4). Il a empêché toute mutualisation méthodique des rares expériences réussies et toute mobilisation coordonnée de l'institution scolaire. Il a conduit les équipes pédagogiques dans un profond désarroi mêlé parfois de culpabilité (lire « Témoignages » page 2 et « Héros » p. 3).

Mais le choix du déni est aussi un choix politique.

En effet, reconnaître la gravité de la situation dans les LP aurait obligé le Ministre à mobiliser des moyens plus sérieux que les gadgets pour la plupart inopérants inventés par ses services de Com' (lire « Gadgets » p. 5).

Et surtout, cela aurait été l'aveu d'un bilan catastrophique des réformes de la Voie Professionnelle menées depuis 18 ans. Pour le décrochage comme pour toutes les autres formes d'inégalités, le confinement a été le révélateur brutal d'une réalité profonde : la perte des repères et la démotivation scolaire des jeunes sont aussi le résultat de la baisse continue des moyens pédagogiques dans les LP, du brouillage du sens des qualifications professionnelles, et de la promotion des chimères de l'apprentissage (lire « Compagnonnage » et « Apprentissage » p. 7).

La crise n'est pas passée, l'épidémie se poursuit et la rentrée s'annonce aussi mal préparée que les épisodes précédents. Au SNUEP-FSU, nous serons vigilants sur ce qui sera mis en place.

Mais nous serons aussi mobilisés, en utilisant les outils disponibles (lire « MDLS » p. 6), pour accueillir tous ces

jeunes que nous allons retrouver dans nos salles de classe après avoir été non seulement déscolarisés, mais également démoralisés socialement, démotivés dans leurs projets et exclus des liens sociaux qui se tissent à l'école.

Et si les bons outils ne sont pas mis à notre disposition, nous saurons peut-être les inventer et les imposer ! (lire « Autre vision » p. 8).

Comment renouer la confiance avec la jeunesse des LP après 6 mois d'éloignement ? Comment lutter efficacement contre le décrochage et pour la motivation scolaire et professionnelle ?

**Le SNUEP-FSU d'Aix-Marseille propose à tou-te-s les collègues de l'académie de se mobiliser dès la rentrée de septembre sur ces questions importantes du décrochage et de la motivation, et organisera en novembre une formation syndicale ouverte à tou-te-s les collègues intéressé-e-s par ces questions importantes. (lire « Formation » p. 8).**

Nicolas Voisin (SNUEP FSU)  
PLP Lycée Estaque - Marseille  
Coordinateur Académique SNUEP FSU

*Pour toutes les illustrations originales de ce bulletin  
merci à Fathy Bourayou, caricaturiste et fondateur  
du Festival International du Dessin de Presse de l'Estaque*



# UN COLLECTIF DE LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE OUVERT À TOU-TE-S LES COLLÈGUES DANS L'ACADÉMIE

Dès le début du confinement, des enseignants en poste dans plusieurs Lycées Professionnels de l'Académie d'Aix-Marseille et membres de la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire se sont mis en réseau pour échanger sur leur situation.

Ils ont rapidement pris conscience de l'ampleur de la rupture du lien scolaire avec un nombre grandissant de jeunes - surtout issus des quartiers populaires - fréquentant les LP, et de

l'incapacité (le désintérêt ?) de l'institution scolaire pour faire face efficacement à ce phénomène.

Ce collectif rassemble des syndiqué-e-s, proches de la FSU ou d'autres syndicats, et des non-syndiqué-e-s. Il est à l'origine de la publication de ce bulletin et participe aux actions mises en oeuvre contre le décrochage scolaire à la rentrée.

Contact : collectifdecrochagesud@gmail.com

## Témoignage d'Adik, PLP biotechnologies Lycée Colbert

J'ai maintenu le lien avec une bonne partie des élèves les 3 premières semaines, mais ça s'est étiolé pour ne garder à la fin qu'une petite minorité. Ceux qui sont restés en lien ne sont pas forcément ceux qui avaient de bons résultats en classe. Certains ont été perdus dès le début, malgré des relances.

Il y a eu un travail important des équipes éducatives: professeurs, CPE et AED, qui appelaient personnellement les élèves par téléphone, WhatsApp... Mais ces efforts ont été souvent déçus.

### Comment enseigner à distance la cuisine ?

Je déplore l'absence d'anticipation et de formation : improvisation à tous les étages, les outils numériques non adaptés, non maîtrisés... Nos jeunes n'ont pas d'ordinateurs, pas de connexion à domicile : des distributions de tablettes ou de clés wi-fi pour

des élèves difficultés ont été effectuées. Mais ils maîtrisent mal ces outils numériques.

Et puis comment enseigner à distance la cuisine ou les savoirs techniques nécessitant la présence physique ? Pour nos élèves en LP, l'école n'a de sens que par ce côté pratique : ateliers, pratique professionnelle, la socialisation, un rapport aux adultes différent...

## Témoignage de Margaux, CPE TZR en LP à Marseille

L'organisation pendant le confinement a été établie par la direction prévoyant des personnels de direction et quelques administratifs, les professeurs principaux (PP) chargés du lien avec leurs élèves et avec leur équipe pédagogique. Les CPE et AED, n'ont reçu aucune directive concernant le maintien du contact avec les familles et les élèves.

J'ai essayé d'épauler les PP qui faisaient face à cette charge énorme de travail, surtout au démarrage, et à la solitude dans laquelle ils se sont retrouvés pour surmonter tous les problèmes qu'ils ont pu rencontrer : élèves sans matériel, sans connexion internet ; absences de réponses aux appels, mails, courriers ; surcharge et mauvais fonctionnement des supports comme Atrium ou Pronote.

*J'ai essayé d'épauler les professeurs qui faisaient face à cette charge énorme de travail et à la solitude*

Nous n'avons pu rassembler aucune donnée chiffrée sur les échanges avec les élèves, mais les professeurs ont indiqué une forte absence notamment sur les classes entrantes.

Pendant la période de l'orientation, on nous a demandé de travailler avec les PP, le PsyEN et la MLDS pour les élèves qui ne souhaitaient ou ne pouvaient pas poursuivre leur formation.

Mes relations aux élèves se sont concentrées sur un petit nombre, avec de grandes difficultés à les joindre. J'ai choisi de commander une puce téléphonique spécialement pour le travail.

Alors qu'un événement de cette ampleur montre le besoin de renforcer nos organes éducatifs en personnels et en moyens, les perspectives sur l'évolution de l'école ne montrent aucune prise en compte de ces besoins.

## Témoignage de Guillaume, PLP Génie Electrique LP Estaque

La réalité de l'enseignement professionnel n'a pas été prise en compte en haut-lieux. Travailler seul et à distance est difficile pour nos élèves, surtout dans le champ professionnel. Le LP est là pour les mettre en activité, dans une dynamique de groupe, avec des moyens matériels et humains qui les soutiennent la construction de leurs savoirs et savoir-faire, leur projet. C'est rare les autodidactes en LP ! En

moyenne, on n'a qu'un ou deux élèves qui arrivent dans nos formations par choix...

Moi, pendant le confinement, j'avais mes trois enfants à la maison : ma femme travaille dans la santé. J'ai fait ce que j'ai pu.

Au début, j'ai proposé à mes Bac Pro qui arrivaient à se connecter des QCM très généraux sur l'électricité, pour revoir les bases du référentiel : distribution, transport, conversion, réseau, etc... échec presque

*J'ai proposé des QCM sur l'électricité... échec presque total !*

total ! Il faut dire qu'avec la réforme du bac en trois ans on fait de moins en moins de théorie !

Avec les profs du général, on s'est alors concentré sur le français et les maths...

ça a un peu fonctionné avec moins de 50% des élèves.

Mon IEN s'est mobilisé et a mis en place des contenus professionnels sur la plateforme Chamilo... mais les serveurs sont tellement lents et les interfaces tellement mauvaises ! Je ne crois pas que les élèves en ont vraiment profité.

# JEAN-MICHEL BLANQUER ET LA « VÉRITÉ ALTERNATIVE » ?

Du 10 mars 2020 à début juillet, le ministre de l'Éducation n'a eu de cesse de minimiser la réalité du décrochage.

« Au début du confinement, les enquêtes montraient qu'il y avait 8 à 10% en dehors des radars. Semaine après semaine, nous avons réduit ce chiffre à 4% en moyenne » affirmait-il le 6 mai devant l'Assemblée Nationale, « la France a un taux de décrochage, le meilleur ou le moins mauvais, si je puis dire, d'Europe », disait-il encore le lundi 22 juin sur France Inter, estimant à 500 000 le nombre maximum d'élèves (sur 12 millions) ayant perdu le contact avec leurs enseignants.

Ces chiffres ont presque toujours été assésés globalement, tous niveaux confondus, et sans tenir compte des réalités territoriales. Sans compter que seuls les élèves n'ayant répondu à aucune sollicitation depuis le début du confinement sont comptabilisés comme décrocheurs. Les personnels éducatifs savent bien que la réalité est plus nuancée et que les signes du décrochage sont multiples et bien plus subtils.

Par ailleurs, ces estimations ne se sont appuyées sur aucune enquête méthodique, menée par des organismes qualifiés qui auraient pourtant pu aisément les réaliser.

Il faut attendre le 12 mai 2020 - deux mois après le début du confinement - pour qu'une « enquête statistique [sur le décrochage] via la plateforme Orchestra » soit lancée dans une circulaire ministérielle envoyée aux recteurs, aux inspecteurs et aux chefs d'établissement (que nous nous sommes procurée). Mais aucun résultat de cette enquête n'a jamais été publié.

En revanche, l'association Synlab a publié en mai 2020 une enquête indépen-

dante, réalisée fin avril auprès de 1001 enseignants, et considérée par des spécialistes comme François Dubet comme « un travail très instructif et peu contestable ». Selon cette enquête, 20% des élèves se sont désengagés de leur scolarité pendant confinement, 30% en éducation prioritaire. Et surtout, elle a mis en évidence la diversité des mécanismes du décrochage et la complexité des situations, et a alerté sur les risques de voir cette tendance s'installer dans la durée si aucune mesure sérieuse et adaptée au terrain n'était rapidement prise.

Au mois de juillet la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance a publié les résultats d'une étude exhaustive sur les effets du confinement. La note d'information (1) de 4 pages synthétisant les 7 enquêtes titre : « Crise sanitaire de 2020 et continuité pédagogique : les élèves ont appris de manière satisfaisante ». Les résultats présentés semblent effectivement encourageant et la presse n'a pas manqué de s'en faire écho. Néanmoins lorsqu'on prend la peine de lire le document de travail de 56 pages (2) détaillant l'ensemble des résultats, le bilan est plus nuancé, surtout du point de vue du décrochage. On peut y lire notamment que le taux d'élèves n'ayant pu être suivis en LP s'élève à 18%. Plus inquiétant, ces élèves ne font pas systématiquement partie des élèves présentant auparavant des difficultés d'ordre scolaires (motivation, absentéisme, décrochage) et/ou familiales.

Au niveau du SNUEP-FSU, les témoignages collectés auprès des collègues des lycées professionnels de l'académie d'Aix-Marseille nous permettent d'évaluer le décrochage en LP à plus de 50%, avec de nombreux cas où des classes ont entièrement déserté.

Mais, face au déni obstiné du ministre, les alertes ont été ignorées... mais comment être entendu lorsque la réalité du terrain contredit à ce point les discours officiels ? Aucun dispositif raisonné - élaboré sur la base de diagnostics précis - n'a pu être mis en place dans ces conditions. Les équipes pédagogiques ont ainsi été livrées à leur sort, sommées d'être des héros ou des « tire-au-flancs ».

Pire ! Une sorte d'Omerta honteuse s'est parfois installée, au sein des équipes pédagogiques, ou entre établissements : « comment avouer mes difficultés à garder le contact avec mes élèves, alors que le ministre affirme que tout va bien ? » se sont dit beaucoup de profs, beaucoup de proviseurs.

En cette rentrée 2020, l'exigence de la mise en place d'indicateurs sérieux et transparents sera une revendication décisive !

Bruno Bourguin (Snupe FSU)  
PLP Maths-Sciences LP Mistral

(1) Note d'information - n° 20.26 - Juillet 2020

(2) Enquête de la EPP auprès des familles et des personnels de l'EN - Doc de travail n° 2020-E03 - Juillet 2020

## HÉROS OU

### « TIRE-AU-FLANC » ?

*Contraints de mettre en œuvre dans l'urgence l'enseignement à distance, les professeurs ont déployé des trésors d'ingéniosité afin de réaliser la promesse de la « continuité pédagogique » : fabriquer de nouveaux supports pédagogiques, inventer de nouvelles façons de consolider et de s'approprier des connaissances...*

*Les enseignants ont l'habitude de faire des choix pédagogiques et des ajustements incessants, mais dans ce contexte inédit et incertain, comment résoudre les dilemmes professionnels ?*

*Ils devaient pallier l'absence d'anticipation, de formation, de consignes claires et applicables, de matériel parfois et, dans l'isolement, face au silence souvent de la hiérarchie, trouver de nouvelles formes de coopération entre pairs. Malgré un investissement considérable, comment lever l'angoisse liée aux doutes sur la qualité de son travail, sur son efficacité ?*

*Comment ne pas culpabiliser en constatant que les élèves les plus fragiles décrochaient ?*

*Le ministre semblait ignorer que les professeurs pouvaient être concernés par la pandémie, dans des conditions de confinement très diverses. Ils n'étaient pas épargnés par la crise, et sommés d'être des « héros ».*

*Encensés d'abord, accusés d'être des tire-au-flanc ensuite, la réalité est davantage celle d'une profession qui s'est mobilisée, soucieuse de faire vivre le service public d'éducation.*

*Notre profession doit affronter une rentrée où règnent consignes sanitaires floues, adaptation des contenus insuffisante, remédiation et lutte contre le décrochage sans moyens supplémentaires.*

Séverine Vernet (FSU),  
secrétaire du CHSCT Académique



# DÉFINIR LE « DÉCROCHAGE »

Les termes « décrochage » et « décrocheurs » sont parfois critiqués par certains chercheurs, les jugeant réducteurs et stigmatisants.

Au Québec, c'est l'expression « persévérance scolaire » qui est favorisée, permettant d'appréhender la question d'un autre point de vue : celui des actions pédagogiques à mener pour prévenir la rupture scolaire et y remédier.

Pour soutenir cette persévérance, les québécois s'attachent à ce que les études soient suffisamment valorisées auprès des jeunes pour que ces derniers soient motivés et s'y investissent...

A méditer !

Le décrochage est un processus qui conduit un jeune en formation initiale à se détacher du système de formation jusqu'à le quitter avant d'avoir obtenu un diplôme. Sont reconnus comme « décrocheurs » les élèves de 16 à 25 ans qui quittent le système éducatif sans atteindre le niveau de qualification minimum fixé par la loi, c'est-à-dire soit un baccalauréat, soit un diplôme à finalité professionnelle (CAP, BEP). Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Mal être, difficulté d'insertion sociale et professionnelle à long terme, coût économique pour la société... les conséquences du décrochage scolaire dépassent le simple fait de « quitter l'école ». Les préoccupations sur le sujet ont suscité de nombreux travaux de recherche qui conduisent tous à affirmer que le décrochage scolaire est un processus long et multifactoriel. Plusieurs déterminants ont été repérés par les chercheurs : les facteurs familiaux et sociaux, l'environnement géographique, l'environnement scolaire (l'établissement, le climat scolaire, la

relation enseignant/élève), l'orientation, l'âge, le sexe, le profil psycho-social. Un événement précis ou un élément déclencheur (jeune en situation irrégulière, grossesse ou mariage précoces, etc.) peut parfois en être la source.

**Le décrochage doit être appréhendé dans sa globalité comme un processus de démobilisation, de désengagement qui s'inscrit dans la durée**

Le décrochage doit donc être appréhendé dans sa globalité et non comme une attitude en classe, ni une action brusque, rapide et incontrôlée mais bien comme un processus de démobilisation, de désengagement qui s'inscrit dans la durée de la maternelle jusqu'à la fin des études.

La lutte contre le décrochage s'inscrit dans les priorités de la « stratégie Europe 2020 » pour une économie durable, intelligente et inclusive, et fait partie des priorités au niveau national : « Tous mobilisés pour vaincre le décrochage scolaire » (Plan d'action du 21/11/2014). Réduire le décrochage est donc un enjeu essentiel pour notre société du point de vue humain, social et économique et un enjeu de lutte contre la reproduction des inégalités sociales.

Sofia Sessa (SNUEP-FSU)  
Coordonnatrice MLDS

## LE NUMÉRIQUE, REMÈDE OU CAUSE DU PROCESSUS DU DÉCROCHAGE ?

La crise du COVID-19 a imposé à l'Éducation Nationale une réorganisation de travail afin d'assurer une « continuité pédagogique ». Le ministre, estimant entre 4 et 8 % la proportion d'élèves ayant été « perdus » par les enseignants, a mis en avant la « fracture numérique » comme l'une des principales causes.

La fracture sociale, plus que jamais mise en lumière par ce contexte sanitaire, a été en réalité la cause principale.

Les causes d'exclusion numérique sont multiples (inégalités sociales, économiques et environnementales)

et les réponses politiques ont été uniquement de distribuer des ordinateurs recyclés ou des tablettes « magiques » aux élèves décrochés.

Non, les jeunes et les adultes ne sont pas intuitivement à l'aise avec les technologies numériques et le décrochage scolaire a été une des conséquences à cet isolement. Peu voire aucune attention n'a été portée par nos dirigeants à l'éloignement éducatif, social et culturel vis-à-vis de ces technologies numériques, mais surtout de l'institution scolaire.

S.S.



# ASSEZ DE GADGETS !

## UN BUDGET D'INVESTISSEMENT POUR LES LP

### Heures sup' au mérite ? Non, merci !

Tel un DRH peu inspiré, Monsieur Blanquer n'a trouvé que le moyen des heures supplémentaires pour récompenser individuellement les personnels qui s'investissent pour la « continuité pédagogique ».

Pendant le confinement, pendant les vacances, et maintenant pour la rentrée, ces récompenses ont été promises

Sur quels critères ? Évalués par qui ? Cela n'est pas précisé.

Faut-il rappeler que les fonctionnaires de l'éducation nationale sont tous investis à 100% dans leur travail ?

C'est une revalorisation générale des salaires qu'il faut envisager !

Les équipes éducatives dans les lycées professionnels ont été - comme ailleurs - globalement livrées à elles mêmes pour faire face au décrochage massif des jeunes issus des quartiers populaires, majoritairement scolarisés dans la voie professionnelle.

Mais dans les LP plus qu'ailleurs, les collègues ont eu le sentiment que les dispositifs d'enseignement à distance mis en oeuvre au niveau local ou national n'étaient absolument pas adaptés au public qui fréquente ces établissements.

Ainsi, la distribution des tablettes par la Région aux classes entrantes et la mise à disposition de quelques ordinateurs à des élèves démunis en mars n'a certainement pas permis de régler les problèmes de communication. Le manque de familiarité de nos jeunes avec les TICE a été ignoré.

Lorsque les serveurs ne « plantaient » pas, la lourdeur des plateformes comme Pronote ou Atrium, privilégiées dans notre académie, a été un véritable obstacle pour créer et maintenir le lien. Les systèmes de visioconférence ont souvent mal tourné et ont été abandonnés.

D'une façon générale, chacun a dû bricoler avec les moyens du bord, et il faudrait d'ailleurs faire le bilan des innombrables transgressions à la Règlementation Générale sur les Données Personnelles que les profs ont dû risquer pour tenter de garder le contact !

Mais c'est au niveau national que le sentiment d'abandon a été le plus fort. Les dispositifs proposés sont apparus en profond décalage avec les besoins de la voie professionnelle.

Les contenus étiquetés « Nation apprenante » diffusés par les médias nationaux étaient souvent très éloignés de la réalité des programmes et des référentiels des diplômes professionnels. De même pour les contenus proposés par le CNED et ses « classes à la maison ». Les éditeurs privés se sont précipités dans la brèche pour conquérir des

parts de marché.

Ce sont les collègues de l'enseignement professionnel qui ont reçu le moins de soutien pédagogiques et matériels pour élaborer des activités utiles à leurs élèves exclus des ateliers par les nécessités du confinements.

Que penser enfin des annonces faites juin par le Ministre sur les « vacances apprenantes » ? Le journal Libération a montré dans son édition du 25 août le bilan catastrophique de ces opérations. Mais, sérieusement, qui pouvait imaginer de voir les jeunes adolescents de plus de 15 ans fréquentant les LP s'enthousiasmer pour les charmantes « écoles buissonnières » et les joyeuses « colonies apprenantes » décrites par Blanquer ? Méconnaissance de la jeunesse, ou mépris de classe ?

Enfin, les collègues qui participent depuis plus de dix ans aux activités de « l'école ouverte », permettant à nos jeunes de venir au lycée début juillet après la sortie et fin-août avant la rentrée, auront sans doute été surpris d'entendre le ministre présenter cette mesure comme une nouveauté répondant à la situation ! Le plus ironique, c'est que cette opération « école ouverte » été annulée, faute de public, dans bon nombre de LP de l'académie !

En somme, on a l'impression que le ministre, obstiné à minimiser les chiffres du décrochage, refusant d'établir des diagnostics précis selon les territoires et les situations sociales, accroché à ses réformes d'économies et opposé à l'idée d'un budget d'investissement à la hauteur de la crise, s'est contenté de faire des coups de communication politique.

« Plan ultra volontariste » promettait-il ?... tout juste de quoi faire le buzz quelques jours avant les vacances. C'est un fiasco sur le terrain.

N.V.

### LA FSU, qu'est-ce que c'est ?

La Fédération Syndicale Unitaire est créée en 1993 par les principaux syndicats de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Culture. Elle attire rapidement de nouveaux syndicats de la Fonction Publique d'État (Pôle emploi, PJJ, environnement...) et de la Territoriale (agents des écoles, collèges et lycées, et de nombreux métiers des services publics). Première fédération dans l'Éducation, Seconde dans la Fonction Publique d'État, la FSU renouvelle le syndicalisme, en privilégiant la démocratie interne, l'ancrage dans les pratiques professionnelles, l'indépendance syndicale et la recherche permanente de l'unité dans l'action.

L'an dernier, avec l'intersyndicale interprofessionnelle, elle a oeuvré à la construction du puissant mouvement social contre la réforme des retraites par des grèves et des manifestations massives.

Aujourd'hui la FSU fait partie des 8 organisations du collectif *Urgences sociales et environnementales*, rejoint par une trentaine d'organisations syndicales et d'associations dans le cadre de l'appel « Plus jamais ça ! Préparons le jour d'après », porteur de nouveaux espoirs pour la construction d'un futur écologique, démocratique, féministe et social.

Caroline Chev , Secrétaire FSU 13



# La Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire **UN OUTIL PERTINENT MAIS TROP MÉCONNU...**

La MDLS est une mission permanente obligatoire depuis la loi d'orientation du 10 juillet 1989.

Elle a deux finalités :

- Réduire, par des actions de prévention, le nombre de jeunes sortant prématurément du système scolaire sans diplôme et sans qualification.
- Prendre en charge, en partenariat avec l'ensemble des acteurs du décrochage scolaire, les jeunes de plus de 16 ans en vue d'une insertion sociale et professionnelle durable.

Les enseignants et tous les personnels impliqués dans la lutte contre le décrochage scolaire partagent la connaissance approfondie des mécanismes d'apprentissage et adaptent leur enseignement à la diversité des élèves. Ils travaillent à déceler les signes du décrochage et se mobilisent sur les actions de prévention, d'intervention et de remédiation en proposant des dispositifs et accompagnements spécifiquement dédiés. Ils participent à la construction des parcours de formation scolaire, d'orientation, et à l'élaboration des

projets professionnels que ce soit au niveau des différentes instances des établissements d'enseignement, des équipes pluri-professionnelles impliquées dans la lutte contre le décrochage scolaire, ou individuellement auprès de chaque élève. Ils inscrivent leurs actions et leurs interventions dans un cadre collectif au sein de l'établissement mais également en lien avec les partenaires extérieurs tels que les services de l'État, les collectivités territoriales, les acteurs socio-économiques ou encore les associations et structures culturelles.

Tout le système éducatif est concerné par la MLDS mais le pilotage est majoritairement géré par les services académiques de l'information et de l'orientation. La MLDS compte environ 800 personnels d'enseignement ou d'éducation de la formation initiale, dont une grande partie non titulaire, ont en charge de la faire fonctionner dans les différentes académies.

S.S.

## **ET UN TERRAIN DE LUTTES SYNDICALES !**

Depuis 1989, cette mission n'a cessé d'évoluer grâce aux luttes syndicales menées par ses personnels pour l'obtention d'une meilleure reconnaissance professionnelle.

La FSU a été une force de propositions pour soutenir les personnels MLDS :

- Pour la parution au BO 13-07-2016 d'un référentiel d'activités et de compétences du personnel MLDS
- Pour la certification LDS reconnue en septembre 2017 et le versement avec les arriérés de la prime obtenue par la suite.
  - Pour la définition des ORS et des indemnités afférentes (décret du 26-08-2014).
- Pour la mobilité des personnels, qui reste à conquérir. Les personnels MLDS mutent de gré à gré entre académies. Nous demandons la mise en place d'un mouvement conforme.

- Pour la titularisation des contractuels qui passe aujourd'hui uniquement par l'obtention du CAPES ou du CAPLP option CPIF alors que les concours ont fermé en 2017 ! Nous demandons sa remise en place et sa pérennisation.

Pour une meilleure coordination des revendications un collectif national MLDS FSU a vu le jour en 2019. Dès novembre 2019, le collectif a organisé un premier stage syndical sur l'académie d'Aix-Marseille qui a été l'occasion pour les 33 participants de 6 académies d'échanger sur l'évolution des missions de la MLDS. Devant les nombreux retours positifs, le collectif MLDS accompagnée par la FSU poursuivra le dialogue engagé auprès d'autres académies pour l'année 2020-21.

S.S



Crédit Photo : Alain Barlatier

# LE « COMPAGNONNAGE » POUR MOTIVER LES JEUNES EN LP ?

La réforme Blanquer de la voie professionnelle a promu le Compagnonnage comme une notion centrale dans la formation des jeunes ouvriers. Si la qualité de cette formation n'est pas à remettre en doute, la survalorisation dont il bénéficie auprès du grand public mérite une démarche critique en tant que question historique et sociale.

S'inscrivant dans un contexte essentiellement urbain, le compagnonnage est la réponse économique et sociale de l'Ancien Régime quant à la formation et la défense des ouvriers contre les excès d'autorité de patrons organisés en corporations et jurandes qui verrouillaient l'organisation du travail. Fruit de son époque, sa culture s'inspire d'abord de références religieuses fortes, puis la Contre-Réforme divise les compagnons en Gavots et Dévoirants, qui se mènent des luttes fratricides.

Folklorisé au XIXe siècle, le capitalisme économique et les mutations industrielles lui font perdre sa pertinence. Un certain romantisme s'en empare au XIXe siècle et le fait perdurer jusque sous le régime de Vichy où il est rénové sous sa forme actuelle.

L'étude du compagnonnage en LP pose des difficultés à l'enseignant. Castéra (1988) nous enseigne ainsi que le Devoir est une explicite soumission à Dieu ; Adell-Gombert (2013) estime qu'un jeune sur 20 entrant en CFA compagnonnique deviendra « compagnon fini », au terme de 5 à 7 ans de formation et d'une sélection morale et technique. Cette forme de sacerdoce hyper-sélectif ne correspond pas aux réalités du LP.

Si la pratique du Chef d'œuvre paraît séduisante, les attentes ministérielles en matière pédagogique sont de l'aveu même des compagnons éloignées de leurs pratiques qui ont évolué au fil

des siècles. Les élèves ne manqueront pas de souligner cet écart.

De plus, on estime aujourd'hui que seuls 250 à 300 compagnons présentent leurs travaux de réception quand la France compte près de 3,85 millions d'ouvriers.

Enfin, si l'excellence de la formation est mise en avant, c'est souvent oublier que les conditions mêmes d'excellence sont dépendantes d'une volonté et de capacités personnelles ainsi que de contingences étrangères à l'individu. Récemment réinvestie par le lexique managérial, la notion d'excellence relève bien trop souvent de l'incantation néo-libérale que de la quête individuelle.

Si le compagnonnage actuel reste pertinent pour une poignée de jeunes gens prêts à s'investir de manière quasi exclusive dans l'apprentissage d'un métier, la mise en avant de sa vision de l'excellence n'est pas transposable dans un système d'enseignement professionnel de masse.

Laurent Dion (Snuep FSU)  
PLP Lettres-Histoire Lycée Artaud

## APPRENTISSAGE

**LE GOUVERNEMENT PERSISTE ET SIGNE... UN TRÈS GROS CHÈQUE AU MEDEF !**

Pour endiguer la chute de 40% des contrats d'apprentissage mesurée en juin, l'Etat versera aux entreprises 5 000 euros par apprenti de moins de 18 ans et 8 000 euros pour un majeur. Ainsi, l'Etat couvrira 100 % du salaire des apprentis de moins de 21 ans et 80 % de 21 à 25 ans.

Appliquant une nouvelle fois la règle « *socialisation des pertes, privatisation des profits* », le gouvernement s'apprête donc à offrir un milliard d'euros au secteur privé.

Ce choix montre l'incapacité du gouvernement à tirer les enseignements de la crise du système économique que le monde entier traverse. Il s'obstine à croire que la formation, l'éducation et la qualification des jeunes sera mieux assurée sous l'autorité d'un patron en entreprise qu'à l'école avec des professeurs.

Les abandons en cours de formation sont plus fréquents en apprentissage que dans les LP. Pour les moins de 18 ans, 38 % des contrats sont rompus, suivis à 75 % d'un abandon de la formation. Par voie scolaire, les abandons sont inférieurs à 20 %. Un élève en LP a plus de chance d'obtenir son diplôme qu'un apprenti.

L'accès à l'apprentissage est discriminant, avec beaucoup plus de difficultés pour les jeunes issus de l'immigration ou vivant dans les quartiers populaires, et les préjugés sexistes sont la règle.

1 milliard pour l'apprentissage, aucun plan d'urgence d'investissement pour les lycées professionnels !

Il faut un coup d'arrêt à cette politique désastreuse de casse de la voie professionnelle qui se poursuit au moment où la formation, la qualification et la protection des jeunes travailleurs sont des enjeux encore plus importants pour faire face à la crise.

N.V.



# Le décrochage comme révélateur de l'échec des politiques libérales

La crise sanitaire COVID 19 a révélé au niveau mondial les contradictions et les fragilités du système économique, social et politique. Une initiative comme celle prise par un collectif de syndicats, d'associations et de partis en avril dernier, autour de l'appel « Plus jamais ça ! Construisons ensemble le Jour d'après » montre que cette crise peut aussi être l'occasion d'un renouveau salubre du mouvement citoyen, social et écologique.

Concernant l'Education Nationale, c'est sans doute aussi le moment de rouvrir un débat syndical sur des questions de fond, sur les finalités de notre métier, en particulier au sein du service public d'enseignement professionnel.

Ce débat, qui a été asphyxié depuis 18 ans par le feu continu des réformes libérales, ne pourrait-il pas être remis à l'ordre du jour, pour reconstruire une conception de notre métier, une alternative à ces politiques déprimantes, encore accélérées par les réformes du ministre Blanquer.

Avec cette proposition, ne nous éloignons pas de la thématique du dé-

crochage de cette brochure de rentrée 2020. En effet, la lutte pour prévenir le décrochage des jeunes en LP, pour stimuler leur persévérance scolaire et pour susciter leur motivation nécessaire en temps de crise comme en temps ordinaire, nous contraint de poser la question des finalités de l'enseignement professionnel.

A quoi servent les LP depuis la création du Bac Professionnel en 1986 ? Doit-on se résigner à la logique de relégation sociale - voire de ségrégation - à laquelle on a condamné la voie professionnelle ? Doit-on se résoudre à préparer nos jeunes à la précarité ? Doit-on laisser se poursuivre le démantèlement méthodique de la formation initiale et scolaire des métiers au profit de l'apprentissage patronal érigé comme modèle indépassable ? Doit-on laisser se diffuser cette vision anachronique des métiers fondée sur les « chefs-d'œuvre » et réhabilitant jusque dans les programmes d'histoire les vertus supposées du compagnonnage d'Ancien Régime?

Ou alors...

N'est-il pas temps de proposer à notre nation républicaine la vision

moderne d'un enseignement professionnel, fondé sur une dignité éducative et citoyenne comparable à celle accordée à la voie générale ou à la voie technologique ?

Face aux défis économiques, techniques et écologiques, n'est-il pas temps de miser sur l'élévation générale de la valeur d'usage des diplômes préparés dans les LP, afin de motiver les jeunes générations vers un niveau de maîtrise supérieur des sciences en acte que sont les métiers d'aujourd'hui ?

Pour résoudre les inégalités sociales, n'est-il pas temps de réhabiliter la valeur d'échange des diplômes professionnels et de motiver cette jeunesse populaire pour l'élévation de ses qualifications, comme une protection durable dans le rapport salarial qu'elle connaîtra tout au long de sa carrière ?

Le travail que nous proposons pour comprendre et lutter contre les mécanismes du décrochage peuvent nous amener à une réflexion très stimulante de notre métier !

N.V.



## INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT À FORMATION DE NOVEMBRE 2020

*« Après le confinement : décrochage, persévérance et motivation scolaire dans la voie professionnelle »*

En tant que syndicat professionnel reconnu par la Fonction Publique, le SNUEP FSU est en mesure de prendre l'initiative de stages de formation ouverts aux collègues.

Ainsi, en novembre 2020, la section académique du SNUEP FSU Aix-Marseille organisera, en coordination avec les autres syndicats de la FSU et le « collectif de lutte contre le décrochage », une journée de formation sur le thème : « huit mois

*après le confinement : décrochage, persévérance et motivation scolaire dans la voie professionnelle ».*

La date et le lieu restent à déterminer, mais d'ores et déjà, que vous soyez syndiqué-e ou non, nous vous invitons à vous inscrire, et peut-être même à préparer avec nous cette journée. Si les conditions sanitaires l'imposent, cette formation sera déplacée ou organisée en visioconférence.

Je suis intéressé-e par la lutte contre le décrochage...

  

Je souhaite recevoir des informations du « Collectif ».

Je souhaite participer à la formation de novembre 2020.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

Renvoyez ce coupon à SNUEP FSU, 12 place Du général De Gaulle 13001 Marseille